



L'UNIVERSITÉ DES TIC AU SERVICE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT
 NOUS PROPOSONS DES PROGRAMMES DE LICENCE, MASTER ET DOCTORAT EN TIC, GESTION (IMBA), SANTÉ PUBLIQUE, INGÉNIEURIE, ETUDES DU DÉVELOPPEMENT ET TIC EN JOURNALISME & COMMUNICATION DE MASSE (MÉDIAS NUMÉRIQUES)
www.ictuniversity.edu.cm

POSTULEZ DÈS AUJOURD'HUI POUR LE SEMESTRE D'AUTOMNE (OCTOBRE) ICI
WWW.ICTUNIVERSITY.EDU.CM

CONTACTEZ-NOUS
 ICT-U CAMPUS - MESSASSI YAOUNDE
 TEL: 682 388 572 - 695 811 111
 ADMISSIONS@ICTUNIVERSITY.EDU.CM

THE ICT UNIVERSITY
 Nous associons les TIC à toutes les disciplines académiques

LA MEILLEURE UNIVERSITÉ DIGITALE EN AFRIQUE CENTRALE

Récépissé N°00000011/RDA/J06/SAAJP/BAPP du 29 MAI 2023

lavoixdesentreprises@gmail.com

LA VOIX DES ENTREPRISES

N° 013 du Mercredi 09 Août 2023 - TEL: (+237) 674114156 - DP: Raphael Mforlem

RECONSTRUCTION OF NOSO

APECCAM FINANCES 250 MILLION FCFA



PAGE 4



FORUM CAMEROUN/EMIRATS

CINQ JOURS POUR RENFORCER LES RELATIONS D'AFFAIRES

PAGE 3

2023 BOND ISSUE SUBSCRIBERS CLASSIFICATION

PAGE 5

PAD – PAK

L'accord de partenariat réexaminé

Cyrus Ngo'o et Patrice Melom, respectivement Directeur général du Port autonome de Douala et de Kribi ont procédé au renouvellement d'un accord de partenariat signé en 2017 et arrivé à expiration en 2020. La signature de cet accord vise la réforme du secteur portuaire, la mise en place d'une ligne de cabotage entre le Port de Douala et de Kribi, ainsi que la coordination et la synchronisation des activités de promotion des différents ports et la vente la destination Cameroun. L'échange de parapheurs entre les deux personnalités a eu lieu, le 27 juillet 2023 à Douala.

Page 2

PRODUITS PÉTROLIERS



LE CAMEROUN VA IMPORTER 660 000 TONNES AU 4^E TRIMESTRE 2023

PAGE 6

ENTREPRISES

PAD – PAK

Cyrus Ngo'o et Patrice Melom, respectivement Directeur général du Port autonome de Douala et de Kribi ont procédé au renouvellement d'un accord de partenariat signé en 2017 et arrivé à expiration en 2020. La signature de cet accord vise la réforme du secteur portuaire, la mise en place d'une ligne de cabotage entre le Port de Douala et de Kribi, ainsi que la coordination et la synchronisation des activités de promotion des différents ports et la vente la destination Cameroun. L'échange de parapheurs entre les deux personnalités a eu lieu, le 27 juillet 2023 à Douala.

L'accord de partenariat réexaminé

Redynamiser la coopération entre le Port autonome de Douala (PAD) et le Port autonome de Kribi (PAK), construire une synergie entre les deux institutions en vue de procéder à l'implémentation de la démarche de complémentarité entre les deux places portuaires. C'est l'objectif du renouvellement de l'accord de partenariat qui unit les deux plateformes du commerce extérieur du Cameroun que sont, le Port autonome de Douala (PAD) et le Port autonome de Kribi (PAK), depuis 2017.

En effet, la révision de l'accord de partenariat vise les domaines tels que la réalisation du projet de mise en place d'une ligne de feeding maritime Kribi-Douala, la gouver-

nance du secteur portuaire et maritime national, la représentation et le pouvoir de lobbying des ports camerounais dans les instances supranationales de gouvernance des secteurs portuaire et maritime, le développement coordonné des activités portuaires et maritimes, et le suivi des relations entre les acteurs des deux communautés portuaires...

En outre, le maillage des systèmes d'informations portuaires, les activités croisées pour le suivi des opérateurs portuaires (régularité administrative, solvabilité, etc.), les échanges d'expériences et de connaissances en matière de gestion, exploitation portuaire et développement des ressources humaines... ont été abordés par les deux personnalités.



La construction des infrastructures portuaires et des plateformes industrielles et logistiques, n'était pas en reste. À ce niveau, il a été question pour Cyrus Ngo'o et Patrice Melom de voir dans quelle mesure élaborer la mise en œuvre des plans stratégiques de développement des activités industrialo-portuaires. Parmi ces

Échange de parapheurs entre Cyrus Ngo'o et Patrice Melom, respectivement Directeur général du Port autonome de Douala et de Kribi.

plans stratégiques, l'on peut citer, la création des conditions attractives pour l'établissement des entreprises et des opérateurs logistiques dans les deux ports et leurs zones d'activités logistiques respectives...

Pour Cyrus Ngo'o, « la signature du nouvel accord-cadre de coopération entre le PAD et le PAK marque notre volonté de nous inscrire dans la synergie portuaire nécessaire pour le renforcement de la compétitivité de nos plateformes respectives. Aujourd'hui, il est nécessaire d'actualiser notre cadre de coopération afin de s'adapter aux enjeux de l'heure caractérisés par la montée en puissance du PAK, aux perspectives de développement du PAD et

aux dynamiques de développement et concurrentielles des pays voisins ». Quant à Patrice Melom, « le renouvellement de cet accord intervient dans un contexte marqué par la succession de crises sanitaires, géopolitiques, économiques et financières auxquelles fait face le monde depuis quelques années, et qui impacte négativement sur les trafics et recettes portuaires... L'accord-cadre signé témoigne de ce que nous sommes conscients que l'optimisation et le renforcement de la compétitivité des ports du Cameroun constitue un enjeu primordial aux yeux des plus hautes autorités, dans le cadre de la mise en œuvre de la SND30 ».

Raphael Mforlem

PORT DE DOUALA

Datant de l'époque coloniale du Cameroun, le terminal de pêche du Port autonome de Douala va connaître sa mise à neuf. La convention de réhabilitation et de modernisation dudit terminal a été signée entre le Port autonome de Douala-Bonabéri et Douala Fishing terminal le 24 juillet dernier à Douala.

La réhabilitation du terminal de pêche en cours de téléchargement

C'est une convention de type Dbfom (Design, build, finance, operate and maintain) ou Conception, construction, financement, exploitation et maintenance, plus communément appelé BOT (Build-Operate and transfer), ou Construction, exploitation et transfert, qui a été signée le 24 juillet 2023 par le Directeur général du Port autonome de Douala, Cyrus Ngo'o et le Directeur général de l'entreprise de projet Douala Port Fishing Terminal, Moraud Zambo.

La réhabilitation de cette infrastructure portuaire va permettre au Port de Douala-Bonabéri de bénéficier d'un terminal de pêche moderne pour le traitement, la conservation des produits halieu-

tiques et la maîtrise de la chaîne de froid portuaire, respectant les normes et standards internationaux.

Repartis en deux phases, la première étape des travaux, située dans la zone Sud du terminal consistera en la construction d'un édifice frigorifique multifonctionnel (entrepôts frigorifiques et chambres froides), d'un parc à conteneurs frigorifiques, d'un nouveau quai de 100 m et des terre-pleins attenants...

Quant à la deuxième étape située dans la zone Nord du terminal, elle abritera des chambres froides et entrepôts frigorifiques, un centre de tri-transformation-empaquetage-conservation, une usine à glace, une usine de farine à poisson, les halles de vente, un



bâtiment administratif multifonctionnel avec restaurant public, une unité de prétraitement des eaux usées entre autres.

Estimés à environ 131,2 milliards de FCFA, les travaux dont la convention a

Échange de parapheurs entre Cyrus Ngo'o DG du PAD et Moraud Zambo, DG de Douala Fishing terminal.

été signée entre le Port autonome de Douala-Bonabéri et Douala Fishing terminal, d'une durée de 5 ans, comprend, l'étude, la conception, la construction du terminal de pêche et l'exploitation pour une durée de 25 ans.

Entre autres termes de la convention, figure la promotion de la formation, l'insertion professionnelle des jeunes diplômés et apprenants camerounais, soit 500 emplois directs et 1500 emplois indirects.

Cyrus Ngo'o Directeur général du Port autonome de Douala fait observer que : « C'est un réel motif de satisfaction pour moi de constater l'achèvement du processus de négociation contractuelle mené entre le Port autonome de Douala et Douala Port fishing termi-

nal pour la réalisation de cet important projet dans le cadre de la démarche de partenariat public-privé ». Il est important de rappeler que la réhabilitation et la modernisation du Port de pêche fait partie des projets prioritaires retenus par le schéma directeur de développement du Port de Douala-Bonabéri, contenues dans le cadre de l'ambitieux programme de rénovation et de modernisation des installations et des équipements portuaires. Mais aussi, cette réhabilitation permet de prémunir le marché national d'une dépendance totale aux importations des produits halieutiques et contribue à la lutte contre l'insécurité alimentaire au Cameroun.

RM

**FOIRE
TRANSFRONTALIÈRE**

L'autorité portuaire du Port autonome de Douala-Bonabéri, a pris part à la 14e édition de la Foire transfrontalière d'Afrique centrale (Fotrac), tenue du 17 au 30 juillet 2023 à Kye-Ossi, la ville des trois frontières (Kye-Ossi au Cameroun, Bitam au Gabon et Ebebyin en Guinée Équatoriale).

L'expertise du Port de Douala exposée à Kye-Ossi

C'est sous le thème : « Poursuivre le processus d'intégration socio-économique avec la Zlecaf et la résilience face aux menaces multiformes dues aux crises sécuritaires, sanitaires, alimentaires et aux changements climatiques », que les trois villes frontalières que sont Kye-Ossi, Bitam et Ebebyin, ont célébré pendant deux semaines, l'intégration sous-régionale, lors de la 14e édition de la Foire transfrontalière d'Afrique centrale (Fotrac) 2023. Pour cette 14e édition, le Cameroun était représenté par plusieurs de ces institutions parmi lesquelles le Port autonome de Douala

(PAD). Dans l'optique de marquer d'une empreinte indélébile sa présence à cette foire transfrontalière, le Port autonome de Douala, qu'accompagne le Conseil national des chargeurs du Cameroun (Cncc) et Port-Synthèse (la communauté portuaire du Cameroun) ont exposé sur le thème : « Le rôle des ports et des conseils nationaux des chargeurs dans la facilitation des échanges en Afrique ». En effet, pour cette 14e édition de la foire multisectorielle, plusieurs activités sont au programme. L'on peut citer entre autres : des conférences-débats, des ateliers de formation, des expositions-ventes... Jeanne Da-



nielle Nlate, promotrice du Fotrac, renseigne que : « Le Fotrac se veut porteur d'idées novatrices permettant d'impulser le développement de tous les pays de la zone Cemac pour une intégration socio-économique réussie ». Cette 14e édition regroupe des acteurs de développement des

Stand du Port autonome de Douala, à la Foire transfrontalière d'Afrique centrale à Kyé-Ossi.

pays d'Afrique Centrale et d'ailleurs, des administrations, des organisations internationales, des opérateurs économiques, etc. La Foire transfrontalière d'Afrique centrale (Fotrac) se veut un grand moment d'échanges, d'affaires et de partage entre les ressortissants des pays de la Cemac. C'est également une tribune pour les femmes dans le cadre de l'amélioration de leurs conditions de vie en milieu urbain et rural pour une meilleure implication de celles-ci dans le développement de la sous-région. Pour la promotrice Jeanne Danielle Nlate, « il était beaucoup plus question de comprendre que nous

avons fait face à la plus grande crise sanitaire et que nous faisons face à des crises économiques et sécuritaires. Il était donc justement question de redonner confiance aux citoyens de la Communauté de l'Afrique centrale qui peinent à avancer, à valoriser leur savoir. On parle du Made In Cameroon et du Made In Africa. Au Fotrac, chaque pays a eu l'opportunité de présenter son savoir-faire dans divers domaines, ceci via les stands d'exposition, les conférences débats avec des thématiques telles que : la paix, la sécurité, la libre circulation des biens et des personnes... ».

Raphael Mforlem

**FORUM
CAMEROUN/EMIRATS**

Mettre en relation les chefs d'entreprise et investisseurs émiratis et camerounais, pour promouvoir la coopération entre les Emirats arabes unis et la République du Cameroun. Faire du Cameroun une destination économique attractive et privilégiée pour les Émiratis, tel est l'enjeu à retenir à l'issue du Forum d'investissement Cameroun-Emirats Arabe Uni, tenu à Yaoundé du 01 au 05 août 2023.

Cinq jours pour renforcer les relations d'affaires

« Je souhaite la bienvenue à la forte délégation des investisseurs émiratis au Cameroun, une délégation dont le nombre traduit l'intérêt qu'ils portent désormais à la destination Cameroun. », c'est par ces mots de bienveillance que Marthe Angéline Minja, Directeur général de l'Agence de promotion des investissements (API) a lancé les travaux du Forum d'investissement Cameroun-Emirats Arabe Unis. Convoqué par l'Agence de promotion des investissements, ce Forum a servi de cadre pour des débats d'affaires entre les acteurs économiques des deux

pays à travers des relations B to B et D to D. Il est donc question de réaffirmer la position du Cameroun comme destination idéale pour les investisseurs émiratis ; présenter les opportunités globales d'investissement du pays singulièrement dans les domaines de l'agriculture et de l'agro-industrie, de l'énergie, des infrastructures, du tourisme, des mines et de la transformation du bois et bien d'autres. Résultant d'un travail mené en amont par l'API depuis la Coupe du monde tenue au Qatar en 2022, ce Forum n'est juste que l'expression profonde des actions engagées



par la forte délégation d'hommes d'affaires camerounais, laquelle a vanté la destination Cameroun. Il convient de souligner qu'au cours de cette grande messe, plusieurs accords

Responsables des émiratis et camerounais lors du Forum Cameroun/Emirates Arabe Unis

avaient été signés, d'où l'impératif de venir toucher du doigt ces réalités pendant 5 jours de travaux en terre camerounaise. Des réalités qui les permettraient à coup sûr de tirer entière sa-

tisfaction, à croire les propos de Madame le Directeur général de l'API.

Il faut souligner que le Cameroun est lancé dans la Stratégie nationale de développement 2030 (SND30), un programme qui vise à porter le Cameroun vers son émergence via le développement multisectoriel et la mise en œuvre profonde des initiatives privées. Une question que l'Agence de promotion des investissements (API) entend pérenniser, ce Forum n'étant que le début d'un vaste projet à implémenter sous de nombreux cieux.

Martial Obiona

BANKING AND FINANCE

RECONSTRUCTION OF NOSO

The Professional Association of Credit institutions of Cameroon (Apeccam) has granted 250 million FCFA to Rebuild, equip the hospitals of Ngaruh and that of the Cameroon Development Corporation. The reconstruction plan is for both the North West and South West regions (NOSO).

Apeccam finances 250 million FCFA

Apeccam has chosen the educational and health components thus meeting the objectives of the United Nations Development Program (Undp) which is the technical and implementing partner within the framework of this Presidential Reconstruction Plan. As a reminder, the financing needs of this plan require the sum of 154 billion FCFA ; the public authorities and the Undp regularly launch calls to several partners Gwendoline Abunaw, the President of Apeccam explain to "Cameroon Tribune" the commitment

made by the Association, « ...We feel concerned since the launch of this reconstruction project of the North-West and South-West regions initiated by the Head so we came to support the efforts of the State to rebuild these regions by giving our contribution ». So far, apart from the recent action of Apeccam, the Islamic Development Bank said it was favorable to making a contribution of more than 21 billion FCFA since the signing of an agreement on May 10, 2023 with the Ministry of Economy, Planning and Spatial Planning, Alamine



● **Gwendoline Abunaw, President of Apeccam.**

Ousmane Mey. Said funds were transferred back to Undp on July 31, 2023 via the signing of a memorandum of understanding with the national coordinator of the Presidential Reconstruction Plan

for the NOSO, Motuba Tamajong Obase, presided over by the Head of government, Joseph Dion Ngute. The attack on the village of Ngaruh on February 14, 2020 having been

one of the worst perpetrated since the beginning of the crisis at the end of 2016 with twenty-one civilians including 13 children and a pregnant woman killed and five houses burned. The state and private partners are thus resolutely committed to restoring the splendor of yesterday to these bruised regions. It is worth noting that the Prime Minister had launched an appeal to the private sector in the economic capital Douala on May 18, 2021 in contribution to the rapid reconstruction of the said regions.

Sorelle Ninguem

FINANCIAL RATING

The Standard and Poor's (S&P) credit rating agency in the united states has classified the African Development Bank (AfdB) in the "high quality" category. This attribution is the outcome of the financial institution's realization of its issue called "hybrid capital".

S&P global ratings rates AfdB at "High Quality"

The bank's classification will provide it with a positive impact on its financing and allow the issuance of green, social and sustainable bonds, among others. On July 28th, the African Development Bank Group (AfdB) announced that it had obtained the best 'AA' rating in the 'high quality' category. The AfdB thus becomes the pioneer of innovative sustainable financing and the first multilateral bank in the world to use this instrument widely used by companies, financial institutions, insurance companies and other agencies. As at now, no details are given on the net of the issue, but it



● **Akinwumi Adesina, President of AFDB.**

should be noted that hybrid capital is a form of financing combining elements of equity and debt capital (debt), which complements the two aforementioned

sources of financing. According to the president of the AfdB, Akinwumi Adesina, the decision to issue hybrid capital will allow the institution to mobilize more fi-

ancing on the capital markets in order to strengthen the acceleration of growth and development in Africa. The hybrid capital will in fact have a positive impact on the Bank's financing and will pave the way for possible additional green, social and sustainable bond issues to finance high-impact projects on the continent. In particular, food security, access to water and health services, as well as climate change. The hybrid capital Issue carried out by the AfdB is also a response to the financing needs of its member countries which, since the outbreak of the Covid-19 pandemic and the war in

Ukraine, are increasingly facing the harshness of monetary policies. Approved in October 2019 by 81 countries for an envelope of 115 billion dollars (62 330 billion FCFA), the increase in the capital of the pan-African bank was unfortunately desisted by 65 countries that did not honour the payment of 7 % of the quota, with only 16 countries that have released their assets. 10 in Africa : Nigeria, Senegal, Morocco, Benin, Eritrea, Burkina Faso, Kenya, Lesotho, Rwanda and Libya. 6 outside Africa : Germany, India, Italy, Norway, Saudi Arabia and Spain.

PUBLIC FINANCING

For its first August outing, Cameroon is looking forward to obtain 20 billion FCFA in the form of 3-year Assimilable Treasury Bonds (OTA), from investors of the Central African Economic and Monetary Community (Cemac) at an interest rate of 6.75 %.

Cameroon Enjoys Least Interest Rates

Going by the monthly statistics of the Cemac Treasury Securities Market for the month of June 2023, Cameroon remains the country that owes the least expensive debt on the BEAC money market, despite the increase in the interest rate proposed to investors. During the period mentioned above, the Cameroonian Treasury proposed average interest rates of 4.6% on its Assimilable Treasury Bills (Btas) and 5.8 %

on its OTAs. The country remains below 6 % on its OTAs (against 9.2 % for Congo and 8.26 % for Gabon). Despite the revaluation by Cameroon of its interest rate threshold of 3 % previously practiced on OLTs, Chad remunerated investors at 7.1 %, against 6.51 % for Congo and 6.32 % for Gabon. The Cameroonian Public Treasury has charged half the interest rates offered to investors by Chad and the CAR on OTAs. This increase in costs is itself a consequence of the auster-



Headquarters of the Beac.

ity monetary policy put in place by the Beac to counter inflation. The policy of prudence practiced by Cameroon on the interest rates offered to investors is not wi-

thout impact on the participation of commercial banks in the operations of the Cameroonian Treasury. In fact, it recorded a decrease of 46.73 % in June 2023, compared to 187.50 % a year ago and 209.39 % in June 2021. A situation that justifies the repeated failures on its operations of issuing securities on the Beac market, since January 2023. Estimated at 1,236.4 billion FCFA, Cameroon's outstanding debts represent at the end of June 2023, 21 % of the overall envelope of financial

commitments of the Cemac countries (5,895 billion FCFA). By categories of holders, the Treasury Securities Specialists (SVT) invested up to 841.1 billion FCFA on Cameroon securities in the period under review, or 68.04% of the total outstanding. Institutional investors, non-SVT credit institutions and individuals hold respectively 17.37 %, or 214.81 billion FCFA, 12.31 %, or 152.21 billion FCFA and 1.21 %, or 14.90 billion FCFA.

Sorelle Ninguem

2023 BOND ISSUE

By June 30 2023, the bond issue launched by the State of Cameroon in order to bail out the coffers of the public treasury was a great success, this due to the credit of financial intermediaries who set out to mobilize more than the requested amount from investors. The classification of subscriptions by placing agent, investor and investment country.

Subscribers Classification

Following the bond issue launched in February, the Cameroonian Treasury has been able to raise above the initial 150 billion FCFA target. Of the 176.6 billion FCFA raised by the State of Cameroon on the CEMAC financial market as part of its 2023 bond loan, 64.16 % was collected from banks and financial institutions, according to information from the Ministry of Finance. Non-bank legal entities come in second position with 41 billion FCFA injected into the pool (23.36 %) followed by individuals with 22 billion or 12.43 % of the overall envelope. The subscriptions being made to the selected arrangers and other placing agents, the share injected by each entity into the pool is therefore an indicator of a high per-

formance in terms of collecting public savings. Thus, excluding underwriting, Afriland Bourse & Investment, a subsidiary of Afriland First Bank dedicated to market operations comes out on top with a little more than 32 billion FCFA collected from the public. Societe Generale Capital Securities comes next with 12 billion FCFA, followed by Usca (5 billion) and Asca (3 Billion). The table completes by the placing agents Elite Capital Securities (2 billion), SCB Cameroon (1.4 billion), EDC Investment (446 million), CBC Stock Exchange (161 million) and Africa Bright Securities (2 million FCFA). By integrating the 118.8 billion underwriting of the arrangers consortium, their performance would be more consistent. The final share injected by Afriland Stock Exchange will increase to



Afriland First Bank

63 billion FCFA, or 36 % of the total amount, that of SG Capital, 44 billion FCFA, or 25.10 %, USCA 25 billion FCFA, or 14.40 %, Financia capital, 21 billion FCFA, or 11.90 % and Asca 18 billion FCFA, or 10.30 %. By country, the data show that 77.48 % of

the funds, i.e. 136.9 billion FCFA, have been mobilized in Cameroon, while the rest, was collected from investors from member countries of the CEMAC zone, i.e. 39.8 billion FCFA, representing 22.52 % of the overall envelope. In details, the inves-

tors from Gabon granted 12.58 % of the amount mobilized against 3.40 % for Equatorial Guinea, 3.14 % for Congo, 2.83 % for Chad and 0.57 % for CAR, while the remaining 0.01 % was collected outside Cemac.

SN

POLITIQUES PUBLIQUES

**AUTOROUTE
YAOUNDE/NSIMALEN**

D'après le ministre de l'Habitat et du Développement urbain (Minhdu) Celestine Ketcha Courtes, les études technico-financières n'ont pas encore connu leur achèvement. Une situation qui n'augure pas un début des travaux de la section urbaine d'aussitôt, alors qu'on attendait plus que l'accord de financement pour sortir ce projet qui traîne depuis fort longtemps.

Incertitude au démarrage des travaux de la section urbaine

Améliorer la mobilité urbaine dans la ville de Yaoundé, c'est l'objectif de la section urbaine, longue de 9,8 km du projet de l'autoroute Yaoundé/Nsimalen d'une distance totale de 20 km. Sauf que pour y parvenir, les usagers devront encore s'armer de patience. Jusqu'à date, le début des travaux n'est guère annoncé. D'après Celestine Ketcha Courtes, ministre de l'Habitat, du Développement urbain, les études techniques et financières, connaîtront leur finalisation en fin 2023.

D'après Armand Romuald Njiba Bami, inspecteur général chargé des questions techniques au Minhdu, les travaux confiés à trois entreprises que sont Chinois Synohydro, China Road and

Bridge Corporation et Arab Contractors, font face à de nombreuses difficultés. « Nous avons des problèmes d'expropriation et des problèmes de déplacements des réseaux. S'agissant des déplacements des réseaux, nous avons parfois des plans des concessionnaires, mais sur le terrain, nous avons des réseaux souterrains qui n'étaient pas prévus et que pendant l'exécution des travaux, nous sommes appelés à collaborer avec les concessionnaires pour les déplacer... Au niveau de l'échangeur de Nsimalen par exemple, nous avons eu un réseau souterrain Camwater avec un drain de grande dimension. Impossible de le déplacer, il a fallu trouver des solutions alternatives. C'est un projet complexe



et nous prenons du temps pour régler les difficultés rencontrées », a indiqué l'ingénieur, sur le plateau d'Actualités Hebdo à la Crtv le 30 juillet dernier. Nonobstant ces difficultés rencontrées par le Minhdu et les entreprises adjudicataires, la question de financement qui a une

Plan du projet
de l'autoroute
Yaoundé/Nsimalen

certaine époque était considérée comme étant la cause du blocage des travaux n'est guère évoquée. C'est donc certainement au terme des études technico-financières que le Minhdu va se prononcer sur l'accord ou non de la présidence de la République avec qui le ministre avait indiqué travailler en 2022, pour le financement des travaux de la section urbaine de l'autoroute Yaoundé/Nsimalen.

Estimés à 154 milliards de FCFA au départ, les travaux seraient évalués à date à environ 200 milliards de FCFA hors indemnités. Emmanuel Mariel Djikdent, préfet du Mfoundi, lors d'une descente sur le terrain, se plaignait de ce que : « La Commission d'évaluation de mise en valeur a fait une partie du tracé de la

section dite urbaine côté nouvelle route Bastos. Malheureusement, beaucoup de mises en valeur ne disposent pas des titres fonciers ».

D'autre part, le Monument Patriote, bâti au rond-point des Services du Premier ministre serait également obstacle. Le 29 juillet dernier, Célestine Ketcha Courtes faisait savoir que : « Puisque le Minhdu et la mairie de la ville étaient très au faite du dossier du passage de l'échangeur à cet endroit, nous avons émis des réserves. Nous nous sommes dits, lorsque les études seront achevées, si la destruction du monument est inférieure au coût de l'évitement du monument, une décision va être prise ».

Raphael Mforlem

PRODUITS PÉTROLIERS

Les besoins du Cameroun en produits pétroliers pour la période allant d'octobre à décembre 2023 inclus le mois de janvier 2024, s'élèvent à 660 000 tonnes. C'est la raison de l'appel d'offres international émis par le ministre de l'Eau et de l'Énergie en vue de la fourniture desdits produits aux importateurs locaux.

Le Cameroun va importer 660 000 tonnes au 4^e trimestre 2023

Comparativement, à 2022 où le gouvernement avait sollicité 651 000 tonnes de produits pétroliers aux importateurs locaux au 4^e trimestre, les besoins s'étendent plutôt sur 04 mois d'où une hausse de 9 000 tonnes en glissement annuel soit +1,3 %.

Dans le détail, l'appel d'offres ouvert aux sociétés de trading reconnues sur le marché international, porte sur la fourniture d'une quantité répartie en 05 lots ainsi qu'il suit : 240 000 tonnes de Super (gazole) soit 120 000 tonnes métriques respectivement à Douala et Limbé ; 360 000 tonnes de gasoil dans les mêmes villes, soit 144 000 tonnes à Douala et 216 000 tonnes à Limbe. Le 5^e et dernier lot concerne la livraison de 60 000 tonnes de Jet A1 (car-



burant de type kérosène, Ndlr) à Douala.

En substance, le gasoil représente les 54,6 % des besoins en produits pétroliers au cours de la période supra indiqué contre 36,4 % pour le gasoil et 9 %

pour ce qui est du Jet A1. Les traders intéressés sont invités à déposer leurs offres au plus tard le 16 août 2023. Comparativement, au 4^e trimestre de 2022, la commande du gasoil est en hausse de 130 000

Un camion
citerne de
produit
pétrolier.

tonnes, celle du super est de +30 tonnes et le Jet A1 de +30 000 tonnes soit le double. Le fuel, pour sa part, ne fera pas partie de cette vague d'importations. Selon Gaston Eloundou Essomba, « Le prix final de l'offre sera la moyenne des cotations moyennes publiées par Platt's European Marketscan sous la rubrique CIF NWE/basis ARA pour le gasoil et FOB Med Italy pour le Super et le Jet A1 augmenté de la prime ».

À l'observation, la commande du Cameroun empiète légèrement le 1^{er} trimestre de cette année. Ce qui peut traduire une volonté d'anticipation du gouvernement dans un contexte où l'Etat prévoit de réduire de 56 % en 2024, la subvention aux produits pétroliers. Toutefois, les importations des carburants contri-

buent à aggraver la balance commerciale du Cameroun. Selon les données de l'Institut national de la statistique (INS), en fin septembre de l'année 2022, les dépenses d'importation du Cameroun se chiffrent à 3 188 milliards de FCFA, soit une hausse de 13,4 % en glissement annuel. Cette envolée a été principalement due aux carburants et aux lubrifiants dont les importations se sont établies à 692 milliards de FCFA, +65 %, soit les 21,7 % de la valeur totale des importations au cours de la période sous revue. Toute chose qui a maintenu la balance commerciale déficitaire de 701 milliards de FCFA malgré l'augmentation de la valeur des exportations du pays de 49 % au cours de la période.

Marius Zogo

APE

Dans un communiqué signé du ministre des Finances, Louis Paul Motaze renseigne que le Cameroun a engagé le 4 août 2023, la 8e phase de la mise en œuvre de l'accord d'étape de l'Accord de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne (UE).

Le Cameroun amorce la 8^e phase

Selon le communiqué du ministre des Finances, Louis Paul Motaze, indique que : « Les marchandises originaires de l'Union européenne sont éligibles au bénéfice du tarif préférentiel à l'importation, aux taux de démantèlement du droit de douane ainsi qu'il suit : 100 % pour les produits du Groupe 1 ; 100 % pour les produits du Groupe 2 ; 40 % pour les produits du Groupe 3 ». Les produits du Groupe 3 qui bénéficient désormais d'un abattement de 40 % en termes de droit de douane concernent les animaux, des plantes, les produits d'ornements, de BTP, les bois, les véhicules personnels... L'on a par exemple : des chevaux vivants, mulets et bardots vivants ; sardines, sprats ou esprots congelés, harengs,

anchois, maquereaux, chinchard, sèche sauf abat comestibles, champignons du genre Agaricussecs, pneus, jantes, etc. Pour les produits du second groupe, dont le démantèlement a débuté le 4 août 2017, au rythme d'une décote de 15 % par an sur le droit de douane applicable, l'objectif est d'encourager la production locale. Le démantèlement est désormais rendu à 100 % en 2023. Les produits ici concernés sont : les plâtres, chaux, marbres, clinkers, intrants pour industries alimentaires (mélanges odoriférants... pour industries alimentaires ou des boissons, levures, etc.), fils machine, groupes électrogènes et convertisseurs rotatifs électriques, machines et appareils, véhicules automobiles pour le trans-



Louis Paul Motaze, ministre des Finances.

port de marchandises (camion, etc.), remorques et semi-remorques, brouettes, certains parties et accessoires de véhicules (pare-chocs, ceintures, freins, roues, embrayages). Lors de la 7e phase de démantèlement qui a été

lancée en 2021, en plus des produits du 3e groupe, dont les tarifs douaniers ont été réduits de 30 %, le démantèlement tarifaire portait à 90 % sur les produits du 2e groupe et à 100 % sur la réduction du droit de douane à l'importation des produits du groupe 1. Entre août 2016, année du début de l'implémentation de l'Accord de partenariat économique (APE) entre le Cameroun et l'UE, jusqu'en août 2021, un peu plus de 600 milliards de FCFA de marchandises en provenance des pays de l'UE ont bénéficié du démantèlement tarifaire induit par cet accord. D'après les statistiques révélées par la douane camerounaise. Cette enveloppe est passée de 27 milliards de FCFA à la 1ere année c'est-à-dire entre août

2016 et août 2017 à 180,2 milliards de FCFA à la 5e année soit d'août 2020 à août 2021 après une baisse observée à la 4e année allant d'août 2019 à août 2020 à 131 milliards de FCFA du fait de la crise sanitaire de la Covid-19. Mis en œuvre au Cameroun depuis le 4 août 2016, l'Accord de partenariat économique (APE) prévoit, l'ouverture progressive du marché local aux produits en provenance de l'UE, suivant un calendrier qui s'étend jusqu'en 2030. Cette ouverture du marché se fera en trois étapes correspondant aux trois groupes de produits à libéraliser, suivant leurs caractéristiques et le calendrier de démantèlement arrêté par les parties.

René Ombala

DÉCENTRALISATION

Ce sont au total 62 communes d'arrondissements et 04 conseils régionaux qui vont bénéficier desdits fonds, dans le but de réaliser les projets de développement en vue d'améliorer les conditions de vie des populations et de faciliter leur accessibilité aux services sociaux de base.

Le Feicom octroie 15 milliards de FCFA aux CTD

C'est à l'issue des 49e et 50e sessions du Comité des concours financiers du Fonds spécial d'équipement et d'intervention intercommunale (Feicom) tenues en juillet dernier à Yaoundé, que l'organisation communale a accordé un montant global de 15 milliards de FCFA aux Collectivités territoriales décentralisées (CTD). Selon Cameroon Business Today, ces fonds serviront à financer des projets de développement dans 62 municipalités et 04 conseils régionaux du Cameroun. Dans le détail, apprenon, 3, 8 milliards de FCFA ont été alloués aux Conseils régionaux de l'Adamaoua, Nord-ouest, de l'Ouest et du Nord. Les deux premiers Conseils régionaux ont respectivement bénéficié de 1 milliard de FCFA

chacun. Quant au troisième, il a perçu la somme de 985,054 millions et le quatrième 830 millions de FCFA. D'autre part, les 62 collectivités territoriales décentralisées (communes) ont bénéficié de 11,262 milliards de FCFA, soit 77,4 % de l'enveloppe globale. Pour ce qui est des projets financés, ils intègrent notamment les secteurs des infrastructures, les loisirs, les services sociaux de base, l'industrie, la santé, la gouvernance et la culture. Selon les précisions du Feicom, ces nouveaux financements portent à 24,4 milliards FCFA, le montant total des appuis accordés aux communes et aux conseils régionaux depuis le début de l'exercice en cours. Il reste donc que ces ressources financières soient utilisées à bon escient pour amé-

liorer la qualité de vie des citoyens et renforcer le potentiel économique. Il convient de souligner que les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest en proie à la crise sécuritaire depuis 2016, ont bénéficié de 3 milliards de FCFA, soit les 20 % du montant global du financement avec respectivement 1,774 milliard de FCFA pour la première et 1,218 milliard de FCFA pour la seconde. Pour mémoire, le Feicom s'est doté pour l'exercice 2023 d'un budget équilibré en ressources et en dépenses d'une somme de 256,12 milliards de FCFA. Cette enveloppe est répartie à hauteur de 156, 97 milliards de FCFA destinés à payer des centimes additionnels communaux et autres impôts communaux soumis à péréquation, y compris les droits communaux. De



Siège du Fonds spécial d'équipement et d'intervention intercommunale (Feicom).

plus, 6,05 milliards de FCFA sont destinés au financement des projets et programmes de coopération, une enveloppe de 5,03 milliards de FCFA au profit de la dotation générale de la dé-

centralisation, et 22,16 milliards de FCFA pour le fonctionnement et les investissements propres du Feicom.

Margaret MENGUE (stagiaire)

PUBLICITÉ



SARA

By Afriland First Bank

Gets better!

Dear customers,

The new version of « **Sara by Afriland Cameroon** » app is now available.

More robustness

Security

flexibility and speed

Available on **Playstore**,
Appstore and at
www.afrilandfirstbank.com

DISPONIBLE SUR
Google Play



For android devices

Disponible sur
App Store



For IOS devices (iPhone)

For any issues, please contact us
at **222 518 050** | or via WhatsApp **680 058 005**.

Thank you for your loyalty.

We put the customer's interest first